

ACTION URGENTE

VENEZUELA. DES PERSONNES DÉTENUES ARBITRAIREMENT ONT ENTAMÉ UNE GRÈVE DE LA FAIM

L'intégrité physique et la vie de 14 policiers détenus arbitrairement pour des considérations politiques sont menacées au Venezuela, depuis qu'ils ont entamé une grève de la faim il y a 23 jours pour demander que les autorités mettent en application leur acte de libération.

Quatorze agents de la police municipale de Chacao (État de Miranda, près de Caracas) sont détenus arbitrairement par le Service bolivarien de renseignement national (SEBIN) depuis le 22 juin 2016. Le 8 août 2016, un tribunal a ordonné leur libération, mais cet ordre a été ignoré par les autorités du SEBIN. Plusieurs de ces policiers ont entamé une grève de la faim le 24 juin 2017 pour demander que leur acte de libération soit mis en œuvre. Ces 23 derniers jours, les 14 policiers détenus ont tous participé à cette grève de la faim, certains pendant quelques jours, et au moins une personne sans interruption pendant les 23 jours.

Le 17 juillet, les cinq agents de police toujours en grève de la faim ont décidé de ne plus ouvrir la bouche, ce qui a poussé les autorités d'El Helicoide à les obliger à regarder les autres policiers qui n'étaient plus en grève de la faim manger devant eux. Le même jour, les autorités pénitentiaires ont imposé d'autres sanctions aux personnes toujours en grève de la faim, notamment en leur interdisant d'utiliser les toilettes. Les autorités d'El Helicoide ont également restreint les visites des avocats et des familles des policiers détenus. De plus, Venus Medina, une des cinq personnes toujours en grève de la faim, souffre de graves problèmes de santé à cause de sa grève de la faim, et son avocat a déclaré que les autorités du SEBIN ont refusé de l'emmener dans un établissement médical.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de mettre fin immédiatement à la détention arbitraire des 14 agents de police, conformément à l'ordre de libération du tribunal ;
- priez-les instamment de ne pas recourir à des mesures punitives à l'encontre des grévistes de la faim et de ne pas les obliger à cesser leur action, ce qui constituerait une violation de leur droit à la liberté d'expression ;
- appelez-les à faire en sorte que l'interdiction absolue de la torture et de tout autre mauvais traitement soit respectée ;
- engagez-les à permettre aux 14 policiers de bénéficier des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin en détention.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 29 AOÛT 2017 À :

Directeur du Service bolivarien de renseignement national (SEBIN)

Gustavo González L
Avenida Casanova, Plaza Venezuela
Caracas 1050, Venezuela
Twitter : @SEBIN_OFICIAL

Formule d'appel : Estimado Sr.

Director, / Monsieur le Directeur,

Vice-Président de la République

Tarek El Aissami
Esq. Carmelitas, Avenida Urdaneta,
Caracas 1010, Venezuela
Téléphone : +58 212-8010500

Twitter : @TareckPSUV

Formule d'appel : Estimado Señor

Vicepresidente, / Monsieur le Vice-Président,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

VENEZUELA. DES PERSONNES DÉTENUES ARBITRAIREMENT ONT ENTAMÉ UNE GRÈVE DE LA FAIM

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 26 avril 2017, Amnesty International a lancé l'action *Silenced by Force* demandant la libération de 22 personnes détenues arbitrairement pour des considérations politiques au Venezuela, dont ces 14 agents des forces de police de Chacao. Cette action met également en lumière deux autres affaires dans lesquelles les agents du SEBIN refusent de mettre en application des ordres de libération de tribunaux : celles de Yon Goicoechea et de Jose Vicente Garcia.

L'acte de libération des 14 policiers détenus a été envoyé de nombreuses fois au siège du SEBIN à El Helicoide, et pourtant, d'après le procès-verbal rédigé par l'huissier de justice du tribunal, les agents du SEBIN ont refusé l'acte de libération, affirmant qu'« ils n'avaient pas reçu d'ordres de leurs supérieurs ». La vice-présidence du Venezuela est chargée de superviser le SEBIN.

Noms : Quatorze agents de la police municipale de Chacao : Fred Armando Mavares Zambrano (h) ; Eduardo José Salazar Martínez (h) ; Edgar José González Urtado (h) ; Alfredo José Chirinos Salamanca (h) ; Jorge Luis Delgado Fragosa (h) ; Jhonny Roberto Velásquez Gómez (h) ; César Eduardo Mijares Oviedo (h) ; Ángel Alfonso Sánchez Blanco (h) ; Reggie Jackson Andrade Alejos (h) ; Ever Darwin Meneses Solano (h) ; Venus Soleil Medina Ferrer (f) ; Miguel Jonosky Mora (h) ; Maria Perez (f) et Darwin Estibeen Herde Andrade (h)

Hommes et femmes

AU 174/17, AMR 53/6758/2017, 18 juillet 2017